

Appui de la PIA à la chaîne de valeur agricole

Safa, retombées de la première édition

Au Togo, le développement de la chaîne de valeur agricole a été enrichi par un Salon de l'agroalimentaire et du financement agricole (Safa). Organisée par la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), cette première édition du Safa s'est tenue du 1er juillet ...



PAGE 11

ECONOMIE



Umoa-Titres

Le Togo mobilise 38 milliards FCFA sur le marché de l'Uemoa

Une nouvelle sortie du Togo sur le marché financier régional a été couronnée de succès le 11 août dernier. En quête de 35 milliards FCFA via une émission simultanée de Bons assimilables du Trésor (BAT) et d'Obligations assimilables du Trésor (OAT), le Togo a levé un montant de 38,410 milliards de FCFA.

PAGE 5

SANTÉ ANIMALE



Togo/Filière Agro-pastorale

Une clinique vétérinaire de référence s'installe à Lomé

Clinique vétérinaire Stes Véronique & Brigitte est son nom. Cette expertise agro-pastorale est la première clinique de référence basée à Lomé, plus spécifiquement derrière l'EPP Kélégougan à Kégué. Sa mission : consultation, ...

PAGE 11



Probable renouvellement de la Ceni

Vers un report des élections ?

Le mandat des membres de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) est arrivé à son terme. Il semble que le gouvernement s'associe à une initiative visant son renouvellement. Si l'on tient ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Putsch au Niger : les évêques du Togo semblent épouser la position de Faure Gnassingbé

Les évêques du Togo ont appelé lundi les dirigeants de la Cedeao à privilégier la négociation, le dialogue et la médiation dans la recherche d'une solution à la crise qui prévaut au Niger.

« La Cedeao doit faire preuve de responsabilité et d'écoute des cris de détresse du peuple nigérien déjà affaibli par la pauvreté et le terrorisme », ont-ils indiqué.

Les hommes d'Eglise ont salué « la courageuse, sage et prudente position des dirigeants de beaucoup de pays dont le Togo (...) qui privilégient la voie du dialogue dans le discernement et la responsabilité devant l'histoire ».

Dialogue certes, mais avec une junte qui retient en otage le président démocratiquement élu, Mohamed Bazoum, et qui ne donne aucun signe en faveur d'un retour à l'ordre constitutionnel.

Après le Mali, la Guinée et le Burkina Faso, difficile pour les pays de la Cedeao d'accepter un nouveau coup d'Etat sans rien dire.

ETRANGER

Coup d'Etat au Niger

Des chefs d'état-major des pays de la Cedeao se réunissent au Ghana les 17 et 18 août prochains

PAGE 4

Opposition togolaise

L'ANC a-t-elle fini de ressasser ses dernières désillusions ?

Depuis la semaine dernière, l'Alliance nationale pour le changement (ANC) a fait une sortie médiatique très remarquée au sein de l'opinion nationale. On dirait que le parti de Jean-Pierre Fabre a regagné des forces après les déboires électoraux et les déceptions de ces dernières années. Doit-on affirmer que le parti effectue son grand retour sur la scène politique ?



PAGE 3

	SOMMAIRE	RDC/Justice Jean-Marc Kabund risque jusqu'à 3 ans de prison pour outrage au chef de l'Etat  P 4	Dettes publiques Le Niger a enregistré un défaut de paiement  P 5	Mangroves Ces écosystèmes comptent parmi les plus riches en carbone de la planète  P 10
---	------------------------	---	---	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Inana-Textile, un exemple de la résilience grâce au crédit de relance du FNFI

Kuevi Anani Djidjemé est un entrepreneur Togolais installé à Aného qui exerce son activité dans le domaine de la tisseranderie. C'est en 2016 qu'il s'associe à 3 étudiants pour créer Inana-Textile, une entreprise spécialisée dans la fabrication et la vente de pagnes artisanaux Kenté. Ainsi ce groupe de jeunes préserve une tradition ancestrale en la modernisant et en proposant des articles raffinés. Fortement impactée par les conséquences de la pandémie de la Covid-19, l'entreprise a pu renaître avec le Crédit de relance.



Le ralentissement induit par la pandémie de la Covid-19 affecte d'abord et avant tout l'économie réelle, composée des TPME (Très Petites et Moyennes Entreprises) et de leurs salariés. Ces acteurs, dont le rôle est crucial pour l'économie, sont plus susceptibles de souffrir que les plus grandes. C'est le cas de l'entreprise Inana-

Textile à Aného. Avec des ressources limitées pour s'adapter, l'entreprise a montré aux premières heures de la pandémie toute sa vulnérabilité. « Covid19 a ralenti nos activités » dévoile avec amertume Kuevi Anani Djidjemé. Et il complète. « La fermeture des frontières a rendu difficile la circulation de nos produits.

Il y a eu aussi rupture de nos stocks en matière première. Nous avons donc réduit le personnel. Ce qui fait que notre production avait chuté et le chiffre d'affaire est passé de 13 à 8 Millions». Comme toute entreprise en difficulté, Inana-Textile a cherché par tous les moyens à s'en sortir.

« Nous avons par exemple cherché à faire partenariat avec la commune Lac 1. Ce qui pourrait nous offrir un marché local et aider à recruter la main d'œuvre dans la communauté ». nous signifie Kuevi Anani Djidjemé. Mais entre-temps, le gouvernement a mis en place des mesures pour atténuer les répercussions économiques de la pandémie et soutenir les TPME. Au nombre de ces mesures, le crédit de relance, une ligne financière qui permet d'octroyer via Orabank, 20 milliards de FCFA de volume de crédits directs destinés aux acteurs économiques qui en font la demande. Les concernés peuvent obtenir jusqu'à (10 millions à un taux bonifié de 5 %. Ayant appris cette opportunité à travers les canaux digitaux, Inana-Textile contacte le FNFI, mène les démarches nécessaires et obtient un financement. « Nous avons obtenu les infos sur le crédit de relance relance un jour en surfant sur internet et nous avons contacté les consultants pour nous aider à rédiger un plan de financement » informe t-il. Il est trop tôt pour prendre

la mesure de toutes les incidences de la COVID-19. Mais, quand les bonnes décisions sont prises, il y a des raisons d'espérer. Le gouvernement Tgolais le prouve à travers le crédit de relance. Le financement a permis à Inana-Textile de recruter de la main d'œuvre, de faire le stockage en matière première et de construire des hangars. « Le crédit de relance nous a permis de rebouster notre production et de servir le marché local». Nul doute que le manque ou le défaut d'accès à un financement officiel peut constituer un obstacle majeur empêchant une TPME de fonctionner efficacement, d'entretenir ou de remplacer ses machines, d'acquérir du matériel et des services au coût le plus économique, et de se moderniser ou de se développer. Avec le crédit de relance, les TPME Togolaises voient leurs réliences renforcées. Elles réussissent par ailleurs à dynamiser la croissance économique et à créer des emplois. Ils sont désormais 13 tisserands à travailler pour Inana-Textile.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel





fnfi
Fonds National de la Finance Inclusive

	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Rachidou Zakari Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva Alexandre Wémima Edem Dadzie	Attipoe Edem Kodjo Responsable administrative: Gloria Léma Yagla Service commercial: DIRECT AGENCY Tél:(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92 Graphiste: Eros Dagoudi	Imprimerie: Direct Print Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	--	---	---

Probable renouvellement de la Ceni Vers un report des élections ?

Le mandat des membres de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) est arrivé à son terme. Il semble que le gouvernement s'associe à une initiative visant son renouvellement. Si l'on tient compte du fait que ce processus prend souvent du temps, cela n'aurait pas finalement des répercussions sur la tenue des élections en 2023 ?

Récemment, c'est Gérard Adja de la Dynamique pour la majorité du peuple (DMP) qui a attiré l'attention de l'opinion publique sur le fait que le mandat des membres de la Ceni a expiré. Gérard Adja avait souhaité que l'on prenne des dispositions pour renouveler le mandat des membres de l'organe en charge de l'organisation des

élections au Togo. La DMP voudrait-elle que ses membres puissent se faire élire au sein de la Ceni, notamment en qualité de partis politiques extraparlimentaires ? Pour le moment, le Pacte socialiste pour le renouveau (PSR), l'Alliance des démocrates pour un développement intégral (Addi), et l'Alliance nationale

pour le changement (ANC) représentent l'opposition extraparlimentaire. Conformément au Code électoral, il est vrai que le mandat de la Ceni actuelle est terminé. Son



Payadowa BoukpeSSI, ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires

renouvellement changera-t-il quelque chose aux conditions d'organisations

des futures élections dans notre pays ? Il semble que le sujet a été à l'ordre du jour des travaux du Cadre permanent de concertation (CPC).

« Nous avons demandé à

la dernière session des travaux de concertation. Le ministre de l'Administration territoriale s'est montré favorable à notre demande et a promis de militer en ce sens », a révélé maître Mohamed Tchassona Traoré, le président du Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD) lundi dernier.

Doit-on comprendre par là que le gouvernement est sur le point d'enclencher le processus de renouvellement de la Ceni ? Or, la Ceni n'a pas encore rendu public son chronogramme et il reste peu de temps pour faire le nécessaire avant la tenue des élections prochaines. Faut-il conclure qu'un report est possible dans l'optique d'élections générales à l'horizon 2025 ?

E. Dadzie

Opposition togolaise

L'ANC a-t-elle fini de ressasser ses dernières désillusions ?

Depuis la semaine dernière, l'Alliance nationale pour le changement (ANC) a fait une sortie médiatique très remarquée au sein de l'opinion nationale. On dirait que le parti de Jean-Pierre Fabre a regagné des forces après les déboires électoraux et les déceptions de ces dernières années. Doit-on affirmer que le parti effectue son grand retour sur la scène politique ?



Jean-Pierre Fabre (à gauche) et Eric Dupuy

L'ANC semble retrouver ses capacités et ses habitudes d'antan. Le parti de Jean-Pierre Fabre continue de réclamer la reprise du recensement électoral dans la zone 1. Hier, sur une radio privée de Lomé, Eric Dupuy, proche collaborateur de Jean-Pierre Fabre a de nouveau exprimé cette position émanant de son parti. « La Ceni doit prendre ses

responsabilités et assumer entièrement et pleinement son statut d'institution indépendante et autonome, s'affranchir de la tutelle abusive du ministre de l'Administration territoriale et procéder à la poursuite et au parachèvement du recensement des citoyens laissés pour compte dans la Zone 1, en ayant conscience que la Constitution et le Code électoral de notre pays garantissent à chaque

citoyen le droit de vote, qui comprend également le droit pour chaque citoyen à s'inscrire sur la liste électorale et à disposer d'une carte d'électeur », déclare le parti.

L'ANC élève aussi la voix en ce qui concerne le calendrier électoral. « La communication du chronogramme est très importante pour nous, pour nous permettre de répartir nos efforts et pour nous organiser », a indiqué le parti. Il est vrai que c'est un élément essentiel. En effet, la Ceni a récemment publié la liste électorale après avoir fait le travail d'apurement des

doublons. Après cela, plus rien jusqu'alors.

« À moins de quatre mois de la fin du mandat des députés de l'actuelle Assemblée nationale, il est déplorable que les acteurs politiques n'aient pas encore connaissance de la date officielle des élections législatives, pourtant définie par la Constitution. L'institution chargée de l'organisation et de la supervision des prochaines élections régionales et législatives se contente de travailler en vase clos, sans aucune transparence dans la programmation et dans la conduite des activités préparatoires », a fait remarquer le président de l'ANC.

Mais, l'ANC fait partie de la Ceni... Pourquoi ne pas directement poser le débat en son sein ? L'ANC invite la Cour constitutionnelle, organe constitutionnel régulateur du fonctionnement des institutions et de l'activité des pouvoirs publics (article 99 de la Constitution), à jouer son rôle de veille pour le respect de l'indépendance de la Ceni.

Le parti a interpellé le président de la République Faure Gnassingbé, l'encourageant à engager

son gouvernement à s'ouvrir aux propositions visant la transparence et l'équité des élections, notamment celles relatives à un nouveau découpage électoral basé sur la démographie, à l'authentification des bulletins de vote par signatures et à la proclamation des résultats bureau de vote par bureau de vote.

Il est clair que l'ANC est de retour et avec ses éternelles plaintes. Sur certains plans, on peut dire que le parti a raison. C'est notamment le cas du calendrier électoral qu'il faut publier dans des délais raisonnables. L'ANC ne pourra pas avoir gain de cause sur toutes ses revendications. Mais, il est vrai aussi que les acteurs doivent dialoguer pour trouver des solutions.

Récemment, les acteurs se sont réunis au sein du Cadre permanent de concertation (CPC) et se sont entendus sur un certain nombre de choses. L'ANC n'était pas d'accord. Mais, il semble que les autres partis politiques aient préféré avancer que de rester coincés sur un certain nombre de sujets. L'ANC devrait peut-être faire de même...

La rédaction

Coup d'Etat au Niger

Des chefs d'état-major des pays de la Cedeao se réunissent au Ghana les 17 et 18 août prochains

Initialement prévue samedi dernier, la réunion des chefs d'Etat major des pays de la Cedeao se tiendra finalement les 17 et 18 août 2023 au Ghana. L'objectif de cette réunion est de réfléchir sur la stratégie à adopter pour rétablir le président déchu Mohamed Bazoum, dans ses fonctions. Cette rencontre se tient au moment où la junte nigérienne, qui a semblé opter également pour la résolution diplomatique de la crise, a annoncé en début de semaine sa volonté de poursuivre le président Bazoum et ses complices pour haute trahison.

Si plusieurs pays se sont dit prêts à envoyer leur armée au Niger, comme la Côte d'Ivoire, la Cedeao affirme qu'elle veut privilégier « la voie diplomatique ». L'idée d'une intervention militaire divise : des voix politiques, religieuses et de la société civile s'élèvent ainsi dans le nord du Nigeria, qui craignent de graves conséquences dans leur pays et dans la région du Sahel meurtrie par les violences djihadistes. Après avoir refusé plusieurs

médiations de la Cedeao, le régime militaire nigérien a accueilli samedi une délégation de chefs religieux nigériens. A la suite de cette rencontre, le Premier ministre nommé par les militaires, Ali Mahaman Lamine Zeine, a mis en avant « un grand intérêt » du Niger à « préserver » une « relation importante et historique » avec le Nigeria et la Cedeao. Mais le régime souffle le chaud et le froid, annonçant désormais vouloir

« poursuivre » le président déchu Mohamed Bazoum pour « haute trahison ». Une démarche qui, pour la Cedeao, « constitue une nouvelle forme de provocation et contredit la volonté prêtée aux autorités militaires de la République du Niger de rétablir l'ordre constitutionnel par des moyens pacifiques ». « Le gouvernement nigérien a réuni à ce jour [les] preuves pour poursuivre devant les instances nationales et internationales compétentes le président déchu et ses complices locaux et étrangers, pour haute trahison et atteinte à la sûreté intérieure et extérieure du Niger », a déclaré le colonel major Amadou Abdramane, un des

membres du régime, dans un communiqué lu à la télévision nationale. Selon le code pénal nigérien, M. Bazoum encourt la peine de mort. Le gouvernement appuie ses accusations sur des « échanges » de M. Bazoum

internationales ». Les Etats-Unis étaient avec la France un partenaire majeur du Niger avant le coup d'Etat. Les deux pays y déploient quelque 2 600 soldats dans la lutte contre les groupes djihadistes qui



Des chefs d'état-major de la Cedeao

avec des « nationaux », des « chefs d'Etat étrangers », et des « responsables d'organisations

minent depuis des années ce pays et, au-delà, une grande partie du Sahel. T.M.

Madagascar

La directrice de cabinet du président malgache écrouée pour une affaire de corruption

La directrice de cabinet du président Andry Rajoelina a été arrêtée, jeudi 10 août, à Londres et mise en examen pour « tentative de corruption » auprès de la société Gemfields, spécialisée dans l'exploitation et le commerce des pierres précieuses, a annoncé l'Agence britannique anticriminalité (NCA), lundi 14 août, confirmant une information du Financial Times. Romy Voos Andrianarisoa, 46 ans, était accompagnée de Philippe Tabuteau, un Français de 54 ans, qui a également été écroué à l'issue de l'opération menée par la NCA après la dénonciation de Gemfields.



Romy Voos Andrianarisoa

Selon les informations, la diplomate malgache et l'homme d'affaire français auraient tenté d'obtenir une commission de 225 000 livres (260 000 euros) et une participation de 5 % dans le capital de la société, selon

l'agence chargée de la lutte contre le crime organisé.

Le lundi 14 aout donc, la présidence malgache a annoncé, par un communiqué, mettre fin aux fonctions de sa directrice

de cabinet, en poste depuis 6 mois, mais qui n'était pas en mission officielle pour le compte de l'Etat. « Les autorités malagasy ignorent les raisons de son déplacement au Royaume-Uni », indique le communiqué de la présidence malgache, qui précise que l'ancienne directrice de cabinet était en congé depuis le mercredi 9 août, soit un jour avant son arrestation. Le président de la République « reste fermement attaché à la notion d'éthique dans la conduite des affaires de l'Etat et à lutter contre la corruption sous toutes ses formes », poursuit la présidence avant d'annoncer que Romy Andrianarisoa « est relevée de ses fonctions avec effet immédiat ».

Romy Voos Andrianarisoa occupe le poste de directrice de cabinet depuis mars et fait partie du proche entourage du chef de l'Etat malgache. Elle avait jusqu'à cette nomination fait carrière dans le secteur privé, notamment comme responsable pays de British Petroleum à Madagascar puis de la major China National Offshore Oil Corporation (CNOOC). Elle présidait encore récemment la commission de développement durable et d'éthique des affaires du groupement des entreprises de Madagascar (GEM).

T.M.

RDC/Justice

Jean-Marc Kabund risque jusqu'à 3 ans de prison pour outrage au chef de l'Etat

Trois ans de prison ont été requis lundi 14 août contre Jean-Marc Kabund, a-t-on appris auprès de son avocat. Ex-chef de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti présidentiel, Jean-Marc Kabund est député et ancien vice-président de l'Assemblée nationale. Il a été arrêté le 9 août 2023 et est détenu depuis à Makala, la grande prison de Kinshasa.



Jean Marc Kabund

Son avocat, Me Georges Lutula, a expliqué que Jean-Marc Kabund est poursuivi pour « outrage au chef de l'Etat, propagation de faux bruits pour soulever la population » et outrage aux institutions de la République (Parlement et gouvernement). « La défense demande son acquittement pur et simple car il n'y a aucun élément constitutif d'infractions dont on l'accuse », a ajouté Me Lutula. Élu de Kinshasa, Jean-Marc Kabund a rejoint l'opposition en juillet 2022 après avoir été radié du parti présidentiel et avoir démissionné de son poste de 1er vice-président de l'Assemblée nationale. Lors de l'annonce de la création de son propre parti politique, « Alliance pour le

changement », il avait fustigé « l'absence de vision claire », « l'incompétence notoire et la 'mégestion' institutionnalisée caractérisée par l'insouciance, l'irresponsabilité, la jouissance et la prédation au sommet de l'Etat » par le camp du président Félix Tshisekedi. Des propos qu'il a repris lors du procès.

Le jugement est attendu le 6 septembre, a indiqué Me Lutula. Les proches de Jean-Marc Kabund et les membres de son parti estiment qu'il s'agit d'un procès politique, alors que les élections générales sont prévues le 20 décembre. Le président Tshisekedi, au pouvoir depuis janvier 2019, est candidat à un second mandat de cinq ans.

Jeune Afrique

Dette publique

Le Niger a enregistré un défaut de paiement

Le Niger n’a pas pu honorer le 11 août dernier, ses engagements de remboursement de 12 milliards de francs CFA sur le marché financier régional. Un peu plus de deux semaines après le coup d’Etat au Niger, les sanctions économiques de la Cedeao pèsent sur le pays.



Niamey, capitale du Niger

Pour la première fois en quarante ans, le Niger se retrouve en défaut de paiement sur le marché Umoa-Titres. L’institution, sous la supervision de la Bceao, indique dans une note aux investisseurs : « Conformément à ses missions, Umoa-Titres informe les investisseurs du Marché des titres publics (MTP) que le Trésor public du Niger n’a pas été en mesure de procéder au règlement de ses engagements financiers sur le MTP en date du 11 août 2023 ». Pour l’Agence de notation Moody’s Investors Service Moody, le risque de défaut de paiement continue de planer

sur trois autres versements prévus en septembre prochain. Au total, d’ici quelques semaines, Niamey devra encore rembourser près de 70 milliards de francs CFA à ses créiteurs. Pour l’exécution de son budget, Niamey dépend des aides internationales. Les créanciers multilatéraux représentent 54 % du stock de la dette du Niger et les créanciers bilatéraux 8,3 %. La France est un créancier clé avec 2,5 % de l’encours de la dette, suivie par la Chine avec 2,3 %. Face à la suspension du soutien financier de la Banque mondiale, de l’Union européenne et de plusieurs

pays notamment la France au Niger, le pays risque de se retrouver dans une situation économique encore plus difficile. De surcroît avec les sanctions de la Cedeao, la Banque centrale des États d’Afrique de l’ouest (Bceao) a également cessé plusieurs versements. Au total, cinquante milliards de francs CFA sur trois ans. Dans le même sillage, la Bceao a annulé l’émission du Niger, prévue le 31 juillet, d’un montant cumulé de 30 milliards de F.CFA (45,73 millions d’euros) « ce qui témoigne d’un risque de liquidité accru », commente Moody’s. Une seconde émission est prévue pour le 17 août 2023. Son annulation exacerberait encore les risques de refinancement du Niger. Moody’s estime les besoins de financement bruts du Niger à environ 14 % du PIB par an en 2023 et 2024, y compris le service de la dette intérieure en francs CFA, à 7%-9 % du PIB et le service de la dette extérieure à 1 %-2 % du PIB, et un déficit primaire à 4,1 % du PIB et 2,5%, respectivement. L’Agence de notation Moody’s Investors Service a abaissé, le 4 août dernier, la note souveraine du pays de deux crans, la faisant passer de B3 à Caa2.

TM

2ème Sommet du G-25 sur le café en Afrique

Le Togo prône une revalorisation du café africain

Pour stimuler une meilleure plus-value du secteur caféier à l’économie africaine, les acteurs se mobilisent. Les vingt-cinq pays africains producteurs de café (G25) se sont retrouvés du 07 au 10 août 2023 à Kampala en Ouganda pour le deuxième sommet du Groupe. En collaboration avec l’Organisation interafricaine du café, ce sommet a été organisé par le gouvernement ougandais, présidé par Yoweri Museveni, président de la République.

Placé sous le thème : « Transformer le secteur du café africain par la valeur ajoutée », le sommet de Kampala, à l’issue des travaux, a été sanctionné par une déclaration finale. Les chefs d’État et de gouvernement des vingt-cinq (25) pays africains producteurs de café ont d’abord convenu de soutenir davantage la recherche sur la valeur ajoutée du café pour permettre l’innovation et le développement de nouveaux produits. Ils ont aussi décidé d’accroître l’investissement dans la valorisation du café et de ses produits. Ensuite, il s’agit de promouvoir la consommation intérieure de

café, renforcer la formation professionnelle dans le domaine du café pour les jeunes et les femmes en vue de la création d’emplois. De plus, les 25 pays ont pris des mesures en vue d’améliorer l’accès au financement pour les projets de valorisation du café à travers le cadre de l’Union africaine et de la Zlecaf. Enfin, la Déclaration de Kampala propose que la prochaine conférence des chefs d’État et de gouvernement de l’Union africaine approuve l’inclusion du café en tant que produit stratégique dans l’Agenda 2063 de l’UA. Pour le ministre du Commerce, de l’Industrie et

de la Consommation locale du Togo, représentant le chef de l’Etat, le thème retenu interpelle le secteur du café en Afrique dans son ensemble. Posant la problématique de la transformation et de la consommation locales



2ème Sommet du G-25 sur le café en Afrique du 07 au 10 août à Kampala en Ouganda

du café, Kodjo Adedze a déclaré que « l’initiative répond aux besoins des projets des différents pays du G25 de transformer le secteur caféier d’Afrique en une industrie moderne, compétitive et durable qui met l’accent sur la qualité, la quantité et la productivité, profitable à tous les acteurs et en particulier aux producteurs ». Conformément à l’agenda 2023 de l’Union africaine qui vise une accélération de la mise en œuvre de

Umoa-Titres

Le Togo mobilise 38 milliards FCFA sur le marché de l’Uemoa

Une nouvelle sortie du Togo sur le marché financier régional a été couronnée de succès le 11 août dernier. En quête de 35 milliards FCFA via une émission simultanée de Bons assimilables du Trésor (BAT) et d’Obligations assimilables du Trésor (OAT), le Togo a levé un montant de 38,410 milliards de FCFA.



Le Trésor public togolais continue de susciter l’intérêt des investisseurs. Cette émission simultanée a été souscrite à un peu plus de 48 milliards FCFA par 31 investisseurs. Mais, le Togo compte tenu de sa stratégie de mobilisation de fonds n’a retenu que 38, 4 milliards FCFA. Cette levée de fonds permet au Togo de franchir la barre des 500 milliards FCFA. Selon le rapport de l’opération publié par Umoa-

titres, Lomé a collecté 24 milliards FCFA auprès des investisseurs ouest-africains via les BAT émis sur la maturité de 364 jours et 14 milliards FCFA sur les OAT stipulées sur 3 et 5 ans et assorties de taux d’intérêt de 6 % et 6,25 %. Avec la prévision annuelle de 574 milliards FCFA, le Togo a déjà réussi à mobiliser 504 milliards FCFA sur le marché financier régional depuis le début de l’année.

Edy Alley(Stagiaire)

la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), les pays du G25 veulent booster davantage le secteur caféier à l’intérieur des frontières africaines. Avec un accent particulier sur le développement de l’entrepreneuriat des

statistiques du Global Coffee Exports, l’Afrique représente environ 12 % de la production mondiale de café. Cependant, cette production n’a contribué qu’à hauteur de 2,5 milliards de dollars US à l’économie africaine en 2021. Ceci, alors que la valeur commerciale mondiale est estimée à 466 milliards de dollars US, ce qui équivaut à environ 35 % du PIB combiné des producteurs du G25. Cette inégale répartition des revenus du café a été fortement relevée à Kampala et des actions concrètes sont proposées pour y remédier.

Le G25 regroupe les pays producteurs de café notamment : l’Angola, le Bénin, le Burundi, le Cameroun, le Congo, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Côte d’Ivoire, l’Ethiopie, le Gabon, le Ghana, la Guinée, la Guinée équatoriale, le Kenya, le Libéria, le Madagascar, le Malawi, le Nigéria, le Rwanda, la Sierra Leone, la Tanzanie, l’Ouganda, la Zambie, le Zimbabwe et le Togo.

Edy Alley(Stagiaire)

Initiative de développement

Quel avenir pour les entreprises et les industries ?

Les hommes et femmes qui se mettent à leur propre compte sont encouragés à persévérer avec des mesures sociales et économiques, rigides hier mais de plus en plus souples aujourd'hui. Le Togo a la réputation d'être l'un des meilleurs réformateurs dans le monde du business. Beaucoup d'entreprises vivent sur le territoire, elles représentent une bouée de sauvetage pour de nombreux citoyens. Comment se traduisent les reformes dans les faits ?

Un recensement des entreprises a été fait, ciblant toutes les unités économiques installées dans le secteur formel et informel. Les chiffres reflètent le bien que font les programmes étatiques variés aux différents acteurs dans chaque

région maritime la suit avec 13 280 unités. Il y a ensuite la région des Savanes dans laquelle 12 279 unités opèrent. Les régions de la Kara, la Centrale et la commune d'Agoè-Nyivé 6 abritent respectivement 9 744, 10 093 et 1 914 entreprises.



Un responsable d'entreprise

secteur d'activités.

Multiplication des unités économiques

On entend par unité économique toute entreprise qui exerce sur le sol togolais dans un local à usage professionnel. L'Office togolais des recettes (OTR) en a dénombré 65 958, en dehors du Grand Lomé. 69,4% des unités inventoriées opèrent dans le secteur tertiaire, 30,5% sont spécialisées dans le secteur secondaire et 0,2% dans le primaire. Ce sont les résultats d'une campagne de collecte de données réalisée du 27 novembre 2021 au 23 mars 2022 dans les divisions régionales. La région des Plateaux compte le plus grand nombre d'entreprises avec 18 646, ce qui fait 28,3% des unités recensées. La

En réalité, 5 078 des structures recensées appartiennent à l'État. 58 408 unités sont des sociétés et entreprises unipersonnelles et 796 sont des associations, Organisations non gouvernementales (ONG), organisations internationales, mutuelles et projets. Seulement au troisième trimestre 2022, 3 450 nouvelles entreprises ont été enregistrées. En mars de la même année, le nombre total de structures créées depuis le 1er janvier a grimpé à 10 645. En 2021, ce sont au total 13 770 nouvelles entreprises qui ont été mises sur pied. En termes d'accompagnement, le Faiej a formé 5 500 jeunes de 18 à 35 ans et généré 3 500 emplois en 2022. Sans oublier qu'à la fin de l'année 2021, il montrait un bilan de

13 000 emplois créés et 4,5 milliards de francs de crédits alloués.

Faiej : 3 500 emplois créés en 2022

L'insertion socioprofessionnelle des jeunes est l'un des points phares de la politique de développement au Togo. Le gouvernement s'est doté de différents mécanismes puissants. L'objectif est de promouvoir l'entrepreneuriat auprès des jeunes. Au rang de ces outils, il y a le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej). Créé en 2013, le Faiej fait la promotion de l'entrepreneuriat auprès de la jeunesse (18 à 35 ans) pour lutter contre le chômage et favoriser l'insertion socioprofessionnelle. En 2022, ses interventions ont produit des résultats satisfaisants. Le Fonds

3 600 projets dans les domaines de l'agriculture, la transformation agro-alimentaire, la production céréalière, les énergies renouvelables et les Tics. Les différentes actions ont coûté plus de 04 milliards de francs CFA de crédits. Grâce à celles-ci, 12 792 emplois étaient comptés sur la durée et 23 000 jeunes ont été formés à l'auto-emploi, ce qui a contribué à la réduction du taux de chômage.

En 2019, le Faiej a créé Nunya Lab, un incubateur dédié aux jeunes startups pour le développement des solutions technologiques innovantes. Il soutient les étapes de création des startups et le développement de leurs projets. Les appuis se font à travers des conseils spécialisés, la mise à disposition d'espaces de création et de bureaux équipés, etc.

Aussi, chaque deuxième jeudi du mois, le Faiej rassemble les jeunes entrepreneurs pour créer un creuset d'échanges et de partage d'expériences. Au cours de ces rencontres, ils sont informés des mécanismes et des opportunités d'entrepreneuriat mises en place par le gouvernement. Ils reçoivent également des conseils de leurs aînés. Le Programme d'appui au développement à la base (Pradeb) est l'autre dispositif impactant mis en place par l'État togolais pour promouvoir l'employabilité des jeunes. Il a octroyé plus de 02 milliards de francs CFA de

Mesures d'allègements fiscaux en 2023

Un allègement fiscal est une réduction de l'obligation fiscale faite aux contribuables dans un pays. Il désigne le traitement fiscal particulier réservé à une catégorie de personnes dans un domaine donné. L'avantage pour le bénéficiaire peut être par exemple la réduction du montant de l'impôt qu'il devait payer. Autrement dit, c'est une modification du système fiscal de manière à ce qu'il soit plus favorable. C'est cette aide inestimable que le gouvernement togolais apporte aux populations ces dernières années, surtout avec l'apparition de la maladie de la covid-19. Le pays n'hésite plus à mettre en application des mesures sociales et économiques fortes pour un mieux-être.

Les mesures d'allègements pour 2023 sont contenues dans la loi de finances 2023. Ces mesures concernent l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), les cantines universitaires et d'entreprises, la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), la Taxe sur les véhicules à moteurs (TVM), etc. Les pouvoirs publics tendent ainsi une main solidaire aux opérateurs économiques, comme toujours.

L'impôt sur le revenu des personnes physiques est suspendu pour les tranches de salaires inférieures à 900 000 francs CFA. Pour les autres tranches, l'IRPP



Centre de formalités des entreprises du Togo

à fin juin 2021, le Faiej a permis de financer

crédits à 1 260 jeunes en 10 ans.

n'est pas suspendu mais diminué. La conséquence

Transformation agroindustrielle : stratégies de valorisation du coton

Première filière



campagne 2009-2010 à plus de 153 000 pour 2019-2020, le coton demeure la principale culture de rente. Persuadé que cet or blanc peut être mis à contribution dans la dynamique d'émergence économique, le pays booste ses actions de valorisation de la production et de la transformation sur place. Le Plan national de développement (PND) inscrivait déjà au cœur des priorités la promotion du développement industriel dans des secteurs créateurs de valeur ajoutée et tournés vers l'exportation (agro-business, manufacture) et la satisfaction de la demande interne.

Dans cette perspective,

la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) a été mise en marche le 06 juin 2021. Elle est dotée d'usines pour la transformation du soja togolais à hauteur d'environ 240 000 tonnes par an, pour un investissement de plus de 165 milliards de francs CFA. La nouvelle feuille de route gouvernementale 2020-2025 se fixe à son tour comme défi de faire de l'agriculture un véritable moteur de croissance et de création d'emplois. Une feuille de route qui entend mobiliser 3 400 milliards de francs CFA autour de 42 projets majeurs, en faveur de l'émergence économique du pays.

La croissance de la production nationale de coton et celle des exportations font partie des vœux du gouvernement et des acteurs du secteur avec un objectif affiché de 180 000 hectares à emblaver pour une production de 146 000 tonnes pour la campagne 2022-2023. Une partie des efforts est cristallisée par le souci de valoriser la production sur place.

Ainsi, la PIA a accueilli un parc textile qui a mobilisé un investissement de 20 milliards de francs CFA. Avec comme capacité la transformation annuelle de 56 000 tonnes de coton pour générer 23 milliards de francs CFA de valeur à l'exportation chaque année ainsi que 2 000 emplois directs.

Le coton togolais dont le volume total produit a été de 50 000 tonnes au cours de la campagne 2021-2022, trouve ainsi un important débouché de commercialisation.

Attipoe Edem Kodjo



Innovation dans la création d'entreprise

recettes (OTR).

ou supérieur au montant dû. En outre, le taux des droits d'enregistrement des sentences arbitrales

pourvoyeuse d'emplois
en milieu rural avec des
producteurs qui sont
passés de 44 000 pour la



FEDERER POUR BATIR
 www.otr.tg

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

GYM FIL «O» PARC (Agoè Nyivé); Tél : 22 35 18 28

Mangroves

Ces écosystèmes comptent parmi les plus riches en carbone de la planète

Les mangroves sont souvent des écosystèmes mal compris et sous-estimés. Ces forêts côtières sont parfois perçues comme des "zones insalubres" ou "mortes", un terrain vague qui pourrait être rasé au profit de plages de sable, de stations balnéaires huppées ou d'autres aménagements. L'on a pourtant toutes les raisons de les préserver.

Ces mythes sur les mangroves ne pourraient être plus éloignés de la vérité. Ce sont les seuls arbres qui prospèrent dans les eaux salées et qui améliorent la qualité de l'eau en filtrant les nutriments et les sédiments. Elles regorgent également de vie : plus de 1 500 espèces végétales et animales dépendent des mangroves. Il s'agit notamment de poissons et d'oiseaux qui utilisent les eaux peu profondes situées sous les palétuviers comme nurseries.

Les recherches indiquent aujourd'hui que les mangroves sont également essentielles pour les grands mammifères, tels que les singes, les paresseux, les tigres, les hyènes et les chiens sauvages d'Afrique. La protection des mangroves et la restauration de celles qui sont endommagées contribuent également à la lutte contre le changement climatique grâce au piégeage du carbone. En effet, ces écosystèmes comptent parmi les plus riches en carbone de la planète, stockant en moyenne 1 000 tonnes de carbone par hectare dans leur biomasse et dans les sols sous-jacents. Mais les mangroves sont menacées. Un cinquième d'entre elles ont déjà disparu dans le monde. Le principal facteur de disparition des mangroves est le développement côtier, lorsque les forêts de mangroves sont défrichées pour faire place à des bâtiments et à des élevages de poissons ou de crevettes. « Les mangroves constituent un écosystème remarquablement diversifié et important qui fonctionne en tandem avec d'autres écosystèmes marins, notamment les herbiers marins et les récifs coralliens. Tous ces écosystèmes sont essentiels non seulement pour la santé des océans, des côtes et de la biodiversité qu'ils abritent, mais aussi pour le bien-être des êtres humains », affirme Leticia Carvalho, responsable des ressources marines et des eaux douces au Programme des Nations

unies pour l'environnement (Pnue). « Nous devons également protéger et restaurer nos mangroves,



Les mangroves

car elles constituent un habitat important et une source de nourriture pour de nombreux peuples indigènes et communautés locales du monde entier », ajoutée-t-elle. A l'occasion de la Journée mondiale de la mangrove 2023, le 26 juillet dernier, une compilation de cinq avantages clés des écosystèmes de mangrove a été faite par le Pnue.

Les mangroves, héroïnes du climat

Pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux, il est urgent de réduire les émissions et d'éliminer le carbone de l'atmosphère. Les mangroves jouent un rôle essentiel dans cette seconde tâche. Elles extraient jusqu'à cinq fois plus de carbone que les forêts terrestres, en l'incorporant dans leurs feuilles, leurs branches, leurs racines et les sédiments qui les recouvrent. Les conditions salines et pauvres en oxygène qui règnent sous les forêts de mangroves signifient que la décomposition des matières organiques se fait très lentement. Dans des conditions environnementales favorables, les mangroves peuvent stocker le carbone qu'elles ont prélevé dans l'atmosphère pendant des décennies, des siècles, voire des millénaires.

Les mangroves offrent une protection contre les conditions météorologiques extrêmes

et les catastrophes

Non seulement les mangroves contribuent à prévenir la progression du

changement climatique, mais elles jouent également un rôle important dans la limitation de ses effets. Avec l'augmentation des températures mondiales, les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les tempêtes et les inondations sont de plus en plus fréquents et graves. Les troncs des mangroves absorbent l'impact des vagues, ce qui en fait une excellente première ligne de défense qui contribue à protéger les terres plus élevées. La restauration et la protection des mangroves, ainsi que la valorisation de leur rôle en tant que solution basée sur la nature, améliorent la résilience des communautés côtières et des économies nationales. Avec d'autres mesures, les investissements dans les mangroves devraient générer des bénéfices environ quatre fois supérieurs aux coûts. Les mangroves se sont également révélées être un moyen de défense efficace contre les tsunamis, réduisant la hauteur des vagues de 5 à 35 %.

Les mangroves sont un refuge pour les animaux menacés

Sur plus de 1 500 espèces dont la survie dépend des mangroves, 15 % sont menacées d'extinction. Ce chiffre augmente si l'on considère les mammifères : Près de la moitié des mammifères qui vivent ou se nourrissent dans les forêts de mangrove pourraient

disparaître dans les années à venir, et les tendances s'aggravent pour la plupart d'entre eux.

Protéger et restaurer les forêts de mangroves signifie donc rétablir un habitat essentiel pour des espèces animales vulnérables comme les tigres et les jaguars. La bonne nouvelle est que la restauration fonctionne. Des initiatives en Indonésie et dans les Émirats arabes unis ont été reconnues comme des programmes phares de restauration mondiale des Nations unies pour le retour de la nature dans les écosystèmes côtiers.

Les mangroves renforcent la sécurité alimentaire

Véritables havres de biodiversité, les mangroves abritent une grande variété de plantes et d'animaux, dont beaucoup sont importants pour la production alimentaire. Elles servent de nurseries pour les jeunes poissons et abritent des abeilles. Le poisson est la source de protéines majeure pour 1,5 milliard de personnes. Dans les pays à faible revenu et à déficit alimentaire, près de 20% de l'apport moyen en protéines animales provient du poisson. La disparition des mangroves aurait des conséquences dramatiques pour la pêche dans les pays en développement. À l'inverse, la restauration des mangroves permettrait d'ajouter chaque année aux eaux côtières 60 000 milliards de jeunes poissons



Les mangroves préservent les ressources halieutiques

et d'invertébrés comestibles et commercialement précieux, ce qui renforcerait considérablement la sécurité alimentaire alors que la population humaine ne cesse de croître.

Les mangroves peuvent rebondir naturellement

Redonner vie à des écosystèmes disparus est une tâche ardue. Cependant, l'un des moyens les plus efficaces de protéger et de restaurer les mangroves endommagées consiste à

renforcer la reconnaissance et la mise en œuvre des droits et actions collectifs des peuples autochtones dans le cadre plus large de la gouvernance environnementale et de l'État de droit, comme le prévoit le cadre mondial de la biodiversité de Kunming et de Montréal.

Cela est d'autant plus important que globalement, les peuples autochtones sont les gardiens de 80% de la biodiversité de la planète, avec 5 000 cultures traditionnelles uniques et des terres ancestrales couvrant 32 % de toutes les terres et eaux intérieures du monde dans 90 pays. Lorsque les communautés vivant le long de la côte de Java en Indonésie, ont commencé à replanter des mangroves pour faire face à la montée du niveau des mers, les résultats ont donné à réfléchir : seuls 15 à 20% des jeunes arbres plantés ont survécu. Le reste a tout simplement été emporté par les marées.

Avec l'aide de chercheurs et de partenaires, tels que Wetlands International, les villageois ont essayé une nouvelle solution : piéger la boue avec des digues faites de matériaux naturels, donnant ainsi aux jeunes mangroves l'espace nécessaire pour se rétablir naturellement. Les résultats ont été stupéfiants. Le taux de survie des mangroves est passé de 20 à plus de 70%. Depuis, l'initiative Building with Nature a été reconnue

par les Nations unies comme un programme phare de restauration mondiale pour son succès.

La régénération naturelle est désormais reconnue et testée dans d'autres parties du monde, ainsi que d'autres approches de restauration adaptées aux conditions locales. Comprendre et traiter les causes de la disparition des mangroves est la première étape vers la restauration de l'écosystème.

Edem Dadzie

Appui de la PIA à la chaîne de valeur agricole
Safa, retombées de la première édition

Au Togo, le développement de la chaîne de valeur agricole a été enrichi par un Salon de l'agroalimentaire et du financement agricole (Safa). Organisée par la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA), cette première édition du Safa s'est tenue du 1er juillet au 9 août 2023 en cinq (5) étapes dans différentes localités du pays.

Le Salon de l'agroalimentaire et du financement agricole (Safa) vise à redéfinir le secteur agroalimentaire togolais. Son objectif est de contribuer à augmenter la productivité, renforcer la rentabilité et favoriser l'essor des industries de transformation au Togo. Cela a nécessité la mobilisation de tous les acteurs de la chaîne de valeur agricole, depuis les producteurs jusqu'aux consommateurs, en passant par les institutions financières. Le Safa a débuté le 1er juillet 2023 avec la première étape dans la préfecture de Haho au marché de Notsè situé à 100 km de Lomé. "Le Safa a été initié pour présenter aux producteurs agricoles les opportunités à saisir et les mécanismes mis en

place pour dynamiser leurs activités", a déclaré lors du lancement, Sanda Idiola, administrateur général de l'Autorité de coordination de la PIA. Les préfectures de Vo et Elavagnon ont abrité les deuxième et troisième étapes du Safa. Environ 800 agriculteurs issus des villages avoisinants d'Elavagnon ont participé à la 3e étape de cet événement. Ce salon itinérant, a ciblé les centres de la production agricole au Togo que sont les régions rurales, dont Sotouboua qui a accueilli la quatrième étape. L'ultime et dernière étape de la première édition du Safa a été tenue à Ketao le 9 août dernier en présence de 250 agriculteurs. Au sortir de ce premier acte, nombre d'aspects positifs

sont notables. L'événement a été l'occasion pour montrer à toutes les parties prenantes du secteur, les avantages et opportunités, les cultures privilégiées, les ambitions

le Mifa, Ecobank et la GIZ. L'exposition et la vente de produits locaux ont également enrichi cette rencontre. Des stands ont été installés pour les sponsors, (PIA & Mifa,

des débats. Simplice Assih, représentant d'Ecobank, a souligné l'importance de trouver des solutions pour augmenter l'impact des financements agricoles. Parmi ces solutions, la



Stands d'exposition au Safa 1

de transformation locale des produits, ainsi que les opportunités de financement agricole. Les participants ont été informés sur la PIA, ses objectifs, ses produits et services, ainsi que sur ses partenaires tels que

Demeter, GIZ, Ecobank, ANSAT, UPL, E agri, Coopération allemande, Anteor, Coopérative locale). Alors que moins de 1% des crédits bancaires est destiné à l'agriculture au Togo, la question du financement a été au centre

formation de coopératives ou d'agréateurs par les producteurs pour faciliter les démarches administratives et accroître la crédibilité des projets a été recommandée.

Attipoe Edem Kodjo

Togo/Filière Agro-pastorale
Une clinique vétérinaire de référence s'installe à Lomé

Clinique vétérinaire Stes Véronique & Brigitte est son nom. Cette expertise agro-pastorale est la première clinique de référence basée à Lomé, plus spécifiquement derrière l'EPP Kélégougan à Kégué. Sa mission : consultation, laboratoire, imagerie médicale, soins médicaux et chirurgicaux et pharmacie vétérinaire.

Le Groupe Agro-Expertise a lancé ses activités le lundi 14 août 2023, couplé d'une journée porte ouverte le mardi 15 août. Le nouveau joyau a été présenté par les premiers responsables aux représentants de différentes institutions et ministères dudit secteur ainsi qu'à la presse. L'institution sanitaire animale est composée entre autres des salles d'accueil d'animal, de consultation, de laboratoire, d'hospitalisation, toutes dotées de matériels technologiques compétents et de qualité pour une meilleure prise en charge des animaux et une pharmacie vétérinaire. Selon le directeur général de la clinique, Dr. Bonguila Belei Yves, la population doit comprendre que l'animal est un ami avec lequel on doit partager notre vie, une vie collective. Et, cet

animal lorsqu'il est malade, c'est nous qui sommes malades sans compter les zoonoses qui sont transmis des animaux à l'homme. Ça veut dire que la prise en charge des animaux est très importante dans vie sociale. A l'en croire, la clinique propose le suivi sanitaire des animaux, assure la prévention des maladies animales, assure la prévention des zoonoses venant des animaux de compagnie à travers une prise en charge dans un schéma spécial : accueil de l'animal, anamnèse, consultation, examens para clinique, laboratoire de chimie, chimionologie, microbiologie, parasitologie hématologie, résultats, diagnostic et traitement. Si ce n'est pas le laboratoire classique, c'est l'imagerie médicale, la radio, l'échographie.

"Ces examens, vont aussi déboucher sur un diagnostic et sur un traitement jusqu'au suivi à domicile à des prix classiques", a-t-il expliqué. Clinique vétérinaire Stes Véronique & Brigitte propose également des formations diplômantes et professionnalisantes. Ainsi elle met en place, des



La façade de la clinique

fermes agro- expertise pour les bovins, ovines, volailles... pour faire l'insémination. Les éléments qui seront formés seront envoyés au niveau de ces fermes pour plus d'expérience car selon Dr Bonguila, " la technologie est en train d'avancer et il faut des gens capables et compétents". "C'est une clinique à l'image de ce que nous voyons à l'extérieur, c'est à dire la technologie qui est d'un niveau très élevé. Elle est aussi spécialisée dans l'insémination artificielle, ce que nous cherchons depuis un certain temps à importer, qui est d'actualité dans

notre pays aujourd'hui pour l'amélioration génétique de nos animaux, pour la production de la viande et de lait. Pour le gouvernement, c'est vraiment un plus. Les soins des animaux font parties de leur santé. On ne peut pas élever sans soigner. Le premier objectif de l'élevage, c'est d'avoir

la viande qui rentre dans l'alimentation directe. Donc c'est très important que nous soignons les animaux, parce qu'il y a des maladies qui sont transmises à l'homme", a indiqué M. Kogme Batiki, chef division de la Promotion de l'Elevage au ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Une délégation, membre du Conseil de l'Ordre national des médecins vétérinaires du Togo, conduite par leur président, Mabalo Kossi, Dr vétérinaire de de formation, a exprimé leur joie et satisfaction du nouveau joyau qui, " aujourd'hui vient en complément des cabinets vétérinaires existants, parce

que généralement, sur le terrain on avait l'habitude de faire l'examen clinique des animaux, mais ce joyau est un complément et on peut faire d'autres analyses en dehors des examens cliniques. Ce joyau complet qui va aider dans la promotion de la profession vétérinaire au Togo. Cette première, va aider non seulement les vétérinaires mais aussi les populations. Ces équipements de pointe, vont aider à améliorer des prestations cliniques de nos animaux de compagnie et des animaux de rente". A noter que la Clinique est aussi spécialisée en hygiène environnementale. Elle intervient dans la lutte contre les insectes nuisibles (les mouches, les cafards...), les rats, les geckos ..., la lutte contre les risques environnementales, l'assainissement : la désinfection des chambres, tout ce qui est restaurant, bar, hôtel.

Un appel est donc lancé à la population, les amis des animaux de compagnie, les éleveurs pour la satisfaction sur tous les plans. "L'expertise tient compte de la technologie du numérique", a dit Dr Bonguila Belei.

PRÊT SCOLAIRE

JUSQU'À 05 MOIS DU SALAIRE NET*
DU 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2023



*Offre soumise à conditions

DISPONIBLE EN 24H
POUR UNE BELLE
RENTÉE SCOLAIRE

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

